

République Française

Candidature à l'élection présidentielle de 2012

Yves Réveillon-Forestier

Moi, Yves Réveillon-Forestier, né Yves Réveillon en 1979 à Lyon, de nationalité française, n'appartenant à aucun parti politique, ayant un casier judiciaire vierge et n'ayant jamais fait l'objet de quelconques poursuites civiles ou pénales, déclare publiquement vouloir déposer ma candidature à l'élection présidentielle française de 2012.

Mon objectif est de vous présenter les grandes pensées d'un programme pour la France afin de recueillir les 500 signatures d'élus, conformément à notre Constitution.

La motivation de toutes mes actions est unique et immuable :

« Les Hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

Ces notions de Liberté et d'Égalité sont fondamentales car ce sont les piliers de tout système démocratique. Notre Devise est forte car elle réunit les principes majeurs de toute civilisation libre : « Liberté, Égalité, Fraternité »

Pour garantir la Liberté et l'Égalité, il ne sera jamais oublié qu'en France, seul le Peuple est souverain :

« gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. »

Constitution française

Dans un contexte de crise mondiale constante, il devient affligeant de constater l'inaction des plus hauts responsables de la France et des autres pays du monde.

Quand nous sommes enfants, nos parents nous enseignent certaines valeurs comme le respect, l'égalité, la dignité, l'honnêteté et bien d'autres choses encore. Or, en devenant « adulte », ces valeurs ne semblent plus exister, le chacun pour soi prédomine et chacun semble être conditionné par un système préétabli, une société telle une grande machine impossible à arrêter.

Seulement voilà, l'espèce humaine a inventé la machine et la machine nous détruira, et, en attendant, nous subissons cet effet de mode, cette « Société » que nous avons créé, et dont nous avons encore pourtant le contrôle absolu ... pour le moment.

Une seule question me vient sans cesse à l'esprit : quel monde allons-nous laisser à nos enfants ? Est-ce ce monde que vous voulons leur laisser en héritage ? Entendre dire qu'ils n'auront qu'à faire « comme nous », c'est à dire se débrouiller pour tout arranger puisque nous nous ne serons plus de ce monde : dire cela revient à remettre en cause notre propre existence et la finalité de notre vie.

Notre pays doit changer, notre monde doit changer, nos mentalités aussi. Nous faisons tous partie de la même famille et pourtant nous agissons les uns envers les autres tels des inconnus, des ennemis.

Nous étions 500 000 sur Terre il y a 100 000 ans, en 2010, nous étions 6,8 milliards soit 13 600 fois plus ... pour la même superficie mondiale.

Proposition : tout être humain a droit à un toit, à de la nourriture et à boire.

Création de logements avec aide à la réinsertion. Toute personne en situation régulière sur le territoire français peut demander à être nourri et logé. Le Peuple garanti ce droit et mandate l'État pour tout mettre en œuvre pour arriver à cet objectif sans conditions.

En contrepartie, les personnes prises en charge devront tout faire pour se réinsérer. L'État veillera à garantir cette réinsertion dans le respect des valeurs qui conditionnent l'être humain. Bien évidemment, toute personne ne montrant aucune bonne volonté et ne se donnant pas les moyens pour s'en sortir sera écartée de ce dispositif. Sa liberté de ne pas être aidé sera respectée.

Proposition : réajustement de tous les salaires des hautes autorités.

Dans un contexte mondial d'urgence, il convient à tous les dirigeants de montrer l'exemple et de garantir au Peuple un désintéressement au pouvoir et à l'argent.

Le salaire du Président de la République, du premier ministre et de tous les ministres, des sénateurs et des députés seront réajustés afin de correspondre exactement à la valeur de leur fonction tout en garantissant une séparation entre le pouvoir et l'argent. Tout avantage en nature dont la nécessité ne serait pas strictement justifiée par la fonction sera suspendu.

Toutes les grandes dépenses de l'État et des collectivités qui ne sont pas justifiées pour l'intérêt commun du Peuple sont suspendues. Cela comprend toute construction ou achat immobilier, augmentation de salaire, banquets, déplacements et biens d'autres encore ... Toute dépense inutile dépassant certains montants qui sera quand même effectuée constituera une faute de la hiérarchie, avec toutes les conséquences que cela peut impliquer ...

Par ailleurs, une profonde réforme de nos institutions doit être réalisée pour garantir un système juste. Ne trouvez-vous en effet pas choquant que des lois puissent être votées à 2h du matin par seulement une poignée de députés sans que le Peuple n'en soit préalablement averti ?

Quand j'entends des hommes politiques dire à la radio, à la télévision que leur parti va gagner la France, qu'ils se battent pour leur parti, qu'ils écouteront leurs adhérents.

Dire cela, c'est dire que si vous ne pensez pas la même chose que ce parti alors vous êtes un paria. Rien ne sera fait pour vous car vous ne partagez pas les mêmes idées. Un tel discours de discrimination est intolérable, d'autant plus quand ce parti vous donne des leçons de moral, de partage et de respect entre les Peuples.

N'oublions pas que quelle que soit l'appartenance politique d'une personne, on parle avant tout d'un citoyen avec des pensées, certes différentes des autres, mais il doit être respecté en tant que tel et seule la compréhension de sa différence et de ce qu'il pense peut arriver à une situation de construction plutôt qu'à un sentiment de mépris et de rejet.

Je suis un anti-parti, dans un pays ce n'est pas un parti qui doit diriger, mais un Peuple, ce n'est pas un parti qui doit gagner, mais le Peuple.

Dans un pays on ne travaille pas pour le bien d'un parti ou d'adhérents mais pour le Peuple entier, l'oublier c'est renier l'Humanité, nos ancêtres et notre histoire.

Proposition : protéger l'agriculture et les ressources vitales de notre pays

La spéculation immobilière, sur le prix des terrains agricoles, la pression de certaines entreprises sont autant de facteurs qui détruisent notre agriculture, l'un de nos besoins vitaux, faut-il le rappeler ...

Gel de toutes les opérations immobilières affectant une terre agricole. Seul le préfet peut

rendre une terre agricole constructible après accord d'une commission indépendante de l'État.

Gel des prix des matières premières de première nécessité et des produits finis que ce soit au niveau national que des produits importés comme le riz et la farine.

Les taxes des produits importés élaborés dans des conditions douteuses (salaire de misère, travail d'enfants etc ...) seront progressivement augmentées pendant quelques mois jusqu'à un embargo total de ces derniers. La politique de l'autruche des pays sois disant développés a assez duré et nous, en tant qu'être humain, devons prendre nos responsabilités au nom de notre avenir.

Par ailleurs, il faut également que la qualité des produits que nous consommons soit irréprochable et qu'ils soient présentés aux françaises et aux français en toute transparence.

Au nom d'une meilleure rentabilité, de produits beaux à regarder, d'un besoin qui n'est pas toujours justifié, nous devons faire face à des produits mis sur le marché avec une qualité douteuse, voire dangereuse.

Ne nous voilons pas la face, quand un produit est susceptible d'être dangereux pour notre santé, nos dirigeants, sous la pression financière, disent que le risque est faible voir inexistant. Ils préfèrent jouer avec notre santé, avec nos vies plutôt que de perdre ou de faire perdre de l'argent.

De même, comment faire confiance à des organismes démontrant que tel ou tel produit n'est pas dangereux quand ces mêmes organismes ont des liens financiers ou amicaux avec les fabricants eux-mêmes ? Est-ce cela la transparence ? Est-ce de cette façon que nos dirigeants protègent notre santé, nos vies, notre avenir ?

Prenez le cas des ondes de nos portables où les résultats d'études controversés sont étouffés par les industriels. Où encore celui de EDF, qui gère notre parc nucléaire dont certaines centrales sont en dehors des normes de sécurité sans que cela ne soit rendu public. Pire encore, ces industriels s'associent avec nos gouvernements de gauche ou de droite pour changer les normes elles-mêmes, que ce soit pour le nucléaire ou pour l'eau « potable » que nous buvons chaque jour. Ce qui était un danger hier devient une normalité aujourd'hui. C'est véritablement scandaleux et irresponsable d'agir de la sorte ! Les responsables doivent aujourd'hui rendre compte de leurs actes et de la mise en danger de la population.

Dans tous les cas il faut aussi que nous mêmes sachions ce que nous voulons. Dans notre quotidien de tous les jours, nous utilisons des produits dangereux pour nous-mêmes, mais sommes-nous prêts à nous en passer ? Voulons-nous privilégier notre santé ou notre confort et notre porte monnaie ? Dans tous les cas, ce choix nous appartient, encore faut-il que l'on puisse choisir, et ce choix, je m'engage, contrairement à tous les dirigeants passés et présents, à vous l'apporter, en toute circonstance ...

La majorité des inventions qui nous entourent nous ont permis d'évoluer mais cependant, nous avons toujours tendance à modifier les choses, à en vouloir plus, à détourner les intentions d'origine.

La question des OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) sera bien entendu abordée de façon concrète, transparente avec les principaux acteurs quels que soit leur position. La ligne directrice sera très simple : je ne ferai prendre aucun risque à la population.

Proposition : interdire la spéculation boursière sur les produits alimentaires

un paysan qui dépense 1 euro pour faire pousser une tomate ne peut la vendre 10 euros à un consommateur final. De la même façon, cette même tomate vendue 1,10 euros à un intermédiaire ne peut arriver dans les rayons à 10 euros après les marges abusives des différents intermédiaires : gel des prix de vente fixés par l'État sur les matières

considérées comme vitales (nous considérons qu'une tomate pousse de la même manière entre hier, aujourd'hui et demain, il n'est donc pas justifié des fluctuations du prix de vente de certains produits), revalorisation du travail paysan et artisanal, création de stockage de ressources nationales (eau, nourriture, énergie)

Un dirigeant d'entreprise qui vend des voitures ne peut « boursicoter sur la vie » en achetant au plus bas prix des tomates pour les revendre le plus cher possible sans raison valable autre que l'enrichissement personnel : interdiction de toute opération boursière sur une liste de matières et de produits vitaux définis par l'État dans l'intérêt général du Peuple.

Création d'une commission chargée de surveiller l'application de cette proposition (et plus généralement de toutes les propositions). Commission constituée par le Peuple et indépendante de l'État, ce dernier ayant une obligation constitutionnelle de la financer.

Suppression progressive du système boursier sur tous les produits alimentaires : spéculer avec notre argent sur le dos de nos vies, c'est véritablement une absurdité dans les proportions que nous connaissons aujourd'hui.

Le monde économique dans lequel nous vivons est un système viable à ses débuts. C'est un système qui a du sens, une certaine logique, mais dans un environnement petit, confiné. Dans notre monde actuel, dans notre environnement, à notre échelle, ce système n'est pas viable et nous conduit inexorablement à notre perte. Il ne faut pas se leurrer, notre système va s'effondrer, il ne peut continuer ainsi, aucun économiste, aucun politique ne pourra vous prouver le contraire. Nous vivons dans un monde où nos propres dettes créent la richesse de certains et font que, grâce à un cercle vicieux, nous vivons dans une bulle à la limite de l'explosion financière. C'est purement mathématique, il n'y a rien à redire, rien à ajouter, plus rien à prouver.

Certains diront que je suis alarmiste, d'autre trop idéaliste. La réalité est pourtant là, nous allons vers un échec.

Proposition : régulation de l'emploi et du travail

Toute entreprise versant des dividendes ou plus généralement dégageant de larges bénéfices ne doit pas avoir le droit de licencier.

Il est en effet trop facile pour une entreprise du CAC 40 de gagner de l'argent sur le dos des consommateurs (qui sont eux-mêmes des salariés), tout en licenciant sans raison valable.

Je précise que délocaliser à l'étranger pour réduire les coûts n'est pas une raison valable de licenciement.

Entendons-nous bien en prenant un exemple exagéré : un employeur qui se verse 10 millions d'euros par mois, il en a le droit, nous sommes dans un pays libre. Par contre si son entreprise licencie pour cause économique, alors cette rémunération ne devient plus légitime et ne doit pas être permise.

De la même façon, pourquoi dans un pays économique tel que le notre, les profits sont toujours privatisés alors que les pertes, elles, sont mutualisées ? Le Peuple n'est pas la tirelire du pouvoir, le Peuple n'a pas à payer les conséquences de décisions des dirigeants mondiaux incapables de prendre les bonnes décisions pour notre avenir.

Les sanctions à l'égard de patrons et de salariés ne doivent plus seulement être économiques : il faut responsabiliser la personne à la hauteur des actes par des sanctions la touchant personnellement :

- une amende de 1 million d'euros pour avoir déversé des produits chimiques dans une rivière pour une entreprise qui dégage 50 millions d'euros de bénéfices, quelle idiotie ...
- une amende de 1000 euros pour avoir fait travailler un salarié dans des conditions de stress et d'objectifs toujours plus farfelus et irréalisables, de qui se moque t-on ...

L'argent ne fait pas tout, responsabiliser chacune et chacun est la solution la plus légitime à mon sens et la plus juste plutôt que des sanctions économiques sans intérêt,

ou plus grave, sans sanction du tout.

La France perd ces emplois, et nous, nous restons sans rien faire. Pourtant qui osera manifester son mécontentement tout en allant aux sorties d'autoroutes vers les péages automatiques ou dans les caisses rapides (donc sans caissière) des supermarchés ?

Nous sommes aujourd'hui dans une transition, que nous expliquerons par exagération : il y a des décennies, pour réaliser une baguette de pain, il fallait des personnes pour semer le blé, le récolter, le moudre, le transporter et le transformer pour fabriquer du pain.

Imaginons une société dans 20 ans où tout est automatisé à 100% du semage à la fabrication de la baguette.

Les personnes qui contribuaient à sa fabrication n'ont plus d'emplois, et donc plus d'argent pour ... acheter leur pain.

Pourtant si tout est automatisé, pourquoi faire encore payer ce pain ?

Il ne faut en effet pas oublier les principes fondamentaux : l'argent ne peut créer de l'argent et l'argent sert à payer un service, un produit à un coût équivalent, l'argent n'est finalement qu'un moyen pour faire, du troc.

Dans notre cas il n'y a plus personne à qui payer ce service devenu autonome, il n'y a donc pas à payer pour obtenir ce pain (le contraire revient forcément à créer une pyramide des richesses avec une pointe toujours plus haute et toujours plus pointue ... qui a dit que l'esclavage était aboli ?)

Bref, nous sommes dans une transition où cet automatisme fait gagner du temps, donc de l'argent, mais la baisse du prix de vente n'est pas proportionnel à la baisse des moyens et du temps mis en œuvre, au bénéfice donc du propriétaire, du patron qui s'enrichit comme toujours sur notre dos ... celui du Peuple (au passage je rappelle pour ceux qui ne le savent pas que je suis moi-même dirigeant d'entreprise)

En terme d'emploi, il faut nettement améliorer notre système éducatif pour mieux orienter la population dans des métiers qui satisfont leur envies et nos besoins. Inutile de faire de chaque personne un ingénieur qui après bac + 18 n'aura aucun travail et sera trop vieux pour les recruteurs rencontrés. Notre système est quand même contradictoire. D'un côté on vous dit que la population vieillie et qu'il faut travailler plus longtemps, d'un autre côté quand des personnes âgées de plus de 50 ans veulent suivre une formation pour obtenir un travail qui a pourtant été accepté, on vous dit que vous êtes trop âgé, trop vieux.

Il y a pourtant tant de chantiers sur lesquels nous pouvons travailler : le social, la santé, l'environnement, l'espace ... Pourquoi ces sujets ne sont-ils pas abordés ? Parce qu'il n'y a pas de concurrence ? Car personne ne s'y intéresse ? Il n'y a pas d'argent à investir ? Il faut relancer notre économie, redonner à la nation des objectifs et donner à tous le monde les moyens d'y arriver.

Il faut également redonner une véritable position aux femmes qui pour certaines sacrifient leurs carrières pour élever leurs enfants. Mettre au monde un enfant, renouveler notre civilisation, ne doit plus être un sacrifice que ce soit au point de vue professionnel, financier ou de cotisation maladie et de retraite. Il ne faut pas oublier que sans elles, nous ne serions plus là.

Proposition : contrôle des banques par le service public.

Quand un appartement est acheté 200 000 euros sur 20 ans, la banque, sans n'avoir rien fait de concret, gagnera 50 000 euros soit 25% (à comparer au 3 ou 4% officiels, tellement plus facile à faire digérer). Hors, la création d'argent à partir d'argent n'est pas viable dans le temps et conduit notre société à l'état de crise que nous connaissons aujourd'hui et qui n'est pas prêt de s'arrêter contrairement à tout ce que l'on nous dit

pour simplement nous rassurer.

Les prêts doivent être consentis par l'État au nom du Peuple, le montant et la durée étant fixés selon des barèmes intelligents et censés et découlant d'une simple logique mathématique et non politique ou découlant d'une économie enrichissante.

Attention, je ne suis pas en train de dire que tout doit appartenir à tout le monde et que nous devons vivre dans un système de partage total, bien au contraire. Mais au fond, nous vivons dans un monde où l'argent n'est devenu que virtuel, et pourtant nous arrivons bien déjà à vivre dans un certain confort. Il suffit juste désormais de faire les choses correctement, de les faire dans une logique tout simplement durable.

Organisation de commissions au niveau national pour tout remettre à plat le système économique du pays. Si des services sont payants alors qu'ils n'ont pas à l'être (les péages d'autoroutes par exemple), alors ils ne le seront plus.

Si d'autres ne sont pas assez subventionnés, alors ils le deviendront, mais avec une transparence telle que personne ne pourra le dénoncer ou s'en plaindre (et bien entendu après avoir mis fin à toutes les dépenses inutiles ou injustes que nos dirigeants financent avec notre argent, par le Peuple qui travaille).

Les françaises et les français ont le droit de savoir ce qu'ils payent, pour qui ils travaillent et c'est à l'Etat de le dire, de leur garantir ce droit.

Proposition : recentrer l'industrie sur leur cœur de métier

une banque qui propose ... un forfait téléphonique. Un supermarché qui propose ... une carte de crédit ou une coupe de cheveux. Bientôt nous irons acheter notre pain chez le podologue ?

Une entreprise ne doit pas pouvoir se diversifier dans des domaines différents du sien car cela conduit à des abus, à un contrôle dominant, à un contrôle total du marché, du pouvoir d'achat, de notre Liberté.

Pour vivre, un pays doit être diversifié dans ses métiers, dirigés par des personnes diversifiées et formées et non une seule et même entité qui au final prend trop de pouvoir et devient incontournable, ... donc un danger.

Proposition : 100% sécurité, tolérance 0

Les crimes doivent être punis avec une sévérité forte. Il n'est pas normal qu'un multi récidiviste soit en liberté.

Fini le temps où le criminel a droit aux aides alors que la victime est trop souvent oubliée.

Au nom d'une certaine humanité, d'un respect des droits, d'un « tout le monde il est gentil tout le monde il est beau » nous avons bafoué ceux des victimes, nous les avons oubliés, cette situation se doit d'être réparée.

Et à tous ceux qui sont contre la répression, sachez que vous êtes libre, libre de prendre sous votre aile tout criminel, mais ne forcez pas ceux qui ne le veulent pas, car eux aussi sont libres, ne l'oubliez surtout pas ...

Le travail forcé sera remis en place dans les prisons. Le Peuple n'a pas à payer pour des criminels, des violeurs et des tueurs d'enfants ... Et pour ceux encore une fois qui ne sont pas d'accord, ils seront libres de verser plus d'impôts pour financer l'amélioration des conditions de détention. Mais moi, je ne ferai pas payer à la victime l'entretien de son agresseur.

En cas d'actes graves par des mineurs, une enquête sera déclenchée pour déterminer la part de responsabilité des parents.

Proposition : protéger la vie privée et l'économie

Que ce soit sur internet ou dans la vie de tous les jours, nous sommes sollicités par des sociétés qui louent ou vendent sans notre accord nos informations personnelles. Cette pratique doit être strictement régulée.

Je veux défendre le citoyen « normal », celui qui trime dans les usines, celui qui subi du stress derrière son bureau, celui qui doit gérer les absences abusives de ces employés, celui qui protège nos vies, défendre les intérêts de chaque personne et non de groupuscules, d'associations ou de partis dont la raison n'est plus.

La force du Peuple, c'est le Peuple lui-même et c'est au Peuple de reprendre ce pouvoir, son pouvoir.

Quelques exemples concrets de situations aberrantes :

Ex1: un candidat à une élection présidentielle (avec des exemples de droite comme de gauche) possédant plusieurs millions d'euros en banque, avec des résidences dans tous les coins de France voir du monde, voyageant qu'en 1ère classe ou en jet privé et j'en passe. Pensez-vous sérieusement 1 seule seconde qu'une telle personne puisse diriger un pays en donnant des leçons sur la gestion de la vie, sur les économies à réaliser, sur nos ceintures à serrer ? Cette personne est complètement déconnectée de la vie de tous les jours et vol très haut au dessus de tous les malheurs qui s'abattent chaque jour sur nous.

Ex2: un territoire de non droit, avec des règlements de comptes, un endroit où les criminels font leur lois, un endroit ou la police n'y est pas la bienvenue où les pompiers se font caillaissés. Cela ne vous choque t'il pas quand vous apprenez que ce territoire est en France, à 2 pas de vos maisons, de vos enfants ? Si nous estimons tout cela normal, alors oui, continuons à voter pour les mêmes dirigeants qui nous promettent, nous promettent, nous promettent, et puis c'est tout. A croire qu'ils ne savent faire que cela ...

Les pays du monde jouent à un jeux dangereux où les peuples ne sont jamais écoutés. Qui se souvient du discours en 1992 devant 110 chefs d'états de Severn Cullis-Suzuki, une fillette alors âgée de seulement 12 ans ? Quels pays en ont tirés des leçons depuis ? Qui sont ces dirigeants qui écoutent mais n'entendent même pas les doléances et les appels au secours de leurs propres enfants ?

Proposition : concours national pour une énergie propre

la France doit assurer son avenir énergétique en produisant au minimum 90% de son électricité et 100% de son énergie vitale.

Cette production doit être propre et respecter l'environnement de façon durable.

Voilà une tâche nationale qui fera s'occuper des milliers de personnes : « faites l'amour, pas la guerre » où plutôt « construisons notre avenir et celui de nos enfants, pas la guerre » ...

Les industriels fabriquant des produits ne prenant pas en compte l'environnement et la dépense énergétique seront sanctionnés. Ces sanctions ne seront pas forcément économiques car cela touche l'ensemble des salariés qui ne sont pas forcément impliqués dans le décisionnel, par contre la ou les personnes ayant ce pouvoir et n'ayant rien fait seront sérieusement inquiétées.

L'être humain doit être responsable car tout mettre sur le dos de la « Société » est trop facile, la « Société », c'est nous, nous la créons chaque jour ...

Proposition : santé et lutte contre les maladies

l'État doit assurer un accès à la santé, donc aux soins, sur tout le territoire.

Un service non rentable n'est pas voué à disparaître si d'autres services compensent ce manque à gagner. L'objectif du service public est de ne faire aucun bénéfice au niveau national, toutes les charges étant payées par les impôts directs et indirects, tout simplement.

Une grande partie de l'énergie et de l'économie de la nation doit être utilisée pour préparer notre avenir sur les questions de santé, d'environnement et de nos ressources. La France se sont des millions d'êtres humains avec des compétences diverses et des personnalités variées. Cette richesse n'est pas exploitée, notre « Société » la transforme en simple ouvrier, en simple machine.

Pourtant, une machine seule, ce n'est rien, mais les possibilités d'un Peuple déterminé, tout est possible ...

La France doit vivre avec son temps en sachant faire face aux conséquences des baby booms, des papy booms, de la fluctuation des marchés, des populations, de l'environnement et des ressources. La France doit s'adapter, et elle en est capable. Sans adaptation cohérente et intelligente, l'avenir est incertain et sombre, il ne faut pas se cacher la face, il ne faut plus rester immobile.

Chaque être humain doit pouvoir venir au monde et en repartir en ayant été suivi du début à la fin. N'abandonnons pas nos parents dans des maisons de retraite, exploitons le potentiel de chacune et de chacun selon ses envies et selon les besoins.

Citoyennes, citoyens, ne nous laissons plus abuser par les discours opportunistes de certains politiques, quelque soit leur parti. Certains continuent en effet à se présenter à des élections, à nous faire de nouvelles promesses, mais toute cette bonne parole, c'est quand ils étaient au pouvoir qu'il fallait l'appliquer ! Par exemple, la question de l'environnement a toujours été présente, mais certains politiques s'y sont réellement intéressés seulement du moment où le Peuple s'en est inquiété.

Le monde politique est gangréné, arrêtons de nous plaindre mais de toujours voter pour ces mêmes dirigeants à défaut d'avoir le choix. Aujourd'hui ce choix, je vous le propose.

Pour ma part, je n'appartiens pas à un parti. Je suis un simple citoyen comme vous, qui en a marre de voir se paviser nos politiques de France et d'Europe, marre de payer des impôts qui ne servent qu'à réparer les pitoyables conséquences des fautes consécutives de nos dirigeants. Je veux rendre au Peuple son droit souverain. Son droit de choisir sa politique via les élections et des référendums, et pour tout pays ou pour cette Europe qui ne serait pas d'accord avec cette nouvelle politique, je les met au défi de demander concrètement à leur Peuple ce que eux veulent pour leur avenir plutôt que ce soit qu'une poignée de dirigeants qui choisissent comme toujours à notre place en prenant des décisions trop souvent contestées et si souvent déconnectées de la réalité.

Puis-je pour autant faire mieux que ces dirigeants et leurs expériences actuelles ? Tout d'abord, quand je vois la situation actuelle de la France et du monde, permettez-moi de douter sérieusement de leurs compétences, si ce n'est de leurs objectifs.

Pour les compétences pures pour gouverner, la France a des milliers de femmes et d'hommes dont les connaissances et les compétences sont largement grandes et suffisantes pour nous redresser. Ce n'est pas ce qui m'inquiète.

Concernant mes projets, sachez que je veux rendre au Peuple français son pouvoir souverain. Vous validerez donc chaque phase par un référendum organisé dans les 6 premiers mois. Pour chaque question vous répondrez par oui ou non, mais aussi avec 2

autres choix légitimes possibles et qui ont leur sens : aucune opinion ou vote blanc. Car une citoyenne ou un citoyen qui va voter mais qui vote blanc, c'est un vote qui n'est jamais pris en compte, et c'est une erreur démocratique que je souhaite rétablir.

Française, Français, je vous présente donc ma candidature à l'élection présidentielle française de 2012. Si je suis élu, je jure solennellement d'exercer ma fonction de Président de la République dans le respect des droits avec honneur, dignité, indépendance et humanité avec un seul et même objectif qui n'est en aucun cas lié au pouvoir, à l'argent ou à la corruption.

Je vous demande de me soutenir et aussi de réfléchir à tout ce qui vous entoure, à consacrer un moment pour prendre du recul pour vous demander ce que vous voulez aujourd'hui pour votre avenir.

Tous mes efforts seront dirigés pour rendre à la France une véritable justice, des droits inaltérables à tous les citoyens, de rendre à son Peuple la fierté d'être français, la liberté d'exister et de mener une vie paisible et tranquille.

L'avenir nous appartient, ne le gâchons pas ...

Merci,

Yves Réveillon-Forestier

Pour des questions,
Pour un premier contact,
Pour donner votre ou vos sentiments,
Pour indiquer vouloir me donner votre signature sur les 500,

Contact : yves@yrf2012.fr
Site internet : www.yrf2012.fr

D'autres moyens de communications viendront par la suite, selon vos réaction sur ce discours ...

Ce document est protégé par le droit d'auteur. Sa diffusion entière ou partielle est libre à condition de n'apporter aucune modification et de citer son auteur.